



Après le 13 juin, faire reculer ce gouvernement illégitime

Aujourd'hui, dans tout le pays, des milliers de travailleurs manifestent avec ceux d'EDF contre la privatisation d'EDF-GDF et pour la défense de la Sécu, le retrait du projet Douste-Blazy. Il s'agit d'imposer au gouvernement de faire marche arrière, d'arrêter une politique condamnée par la grande majorité de la population comme l'indiquent de façon cinglante les résultats des élections européennes du 13 juin deux mois après ceux des élections régionales.

Une claque pour la droite

Chirac-Raffarin-Sarkozy ont recueilli 16 % des voix alors que 57,5 des électeurs n'ont pas jugé utile d'aller voter. Cela veut dire que moins d'un français sur dix se reconnaît dans ce gouvernement et soutient sa politique !

Quelle gifle mais aussi quel culot et quel cynisme de la part de ces ministres qui, une fois encore, traitent avec mépris et arrogance l'opinion qui s'est exprimée. Être capable d'afficher leur mépris de la démocratie semble même être pour eux le plus grand mérite, gage de leur fidélité aux intérêts des classes dominantes ! Ils espèrent pouvoir compter sur l'indifférence et la lassitude dont témoigne le record d'abstention, pour, à l'usure, mettre en œuvre la politique commanditée par le Medef. Ils savent surtout qu'ils peuvent compter sur la compréhension de leurs rivaux, vainqueurs des élections, les dirigeants du Parti socialiste. Ces derniers disent vouloir faire plus de social, mais ils pratiquaient eux-mêmes une politique de privatisation forcenée quand ils étaient au gouvernement.

La légitimité de la rue

Il est clair que ce ne sont pas les résultats des élections qui contraindront le gouvernement à changer de politique. Raffarin ne cesse de le répéter, il ne partira pas et il ne changera pas. Devant un tel mépris de la démocratie, les salariés, les organisations syndicales, les organisations politiques qui se revendiquent de la défense des intérêts du monde du travail ont toute légitimité à utiliser les armes de l'action et de la lutte, de la grève et des manifestations, pour répondre à l'affront du gouvernement. Ils n'ont pas d'autres armes ni d'autres choix si ce n'est de prendre les coups sans répondre.

Une politique pour les luttes

Les électeurs des classes populaires ont voulu rejeter le gouvernement et sa politique en votant pour les partis de la gauche traditionnelle, notamment le PS, mais nous pensons que ce vote ne peut suffire. Il est nécessaire d'aller plus loin. Des urnes, c'est maintenant dans la rue qu'il faut non seulement sanctionner le gouvernement mais lui imposer nos exigences.

C'est pour défendre une autre perspective que celle que représentent le PS et ses alliés que la Ligue communiste révolutionnaire avec Lutte ouvrière était présente dans ces élections. L'alternance de partis qui, une fois au gouvernement, font la même politique, va à l'encontre des intérêts des classes populaires.

Nous avons défendu dans ces élections ce que tous les jours nos militants défendent sur les lieux de travail et dans les quartiers, la nécessité de mener une autre politique pour et avec les travailleurs afin de faire prévaloir les intérêts de toute la population contre la minorité qui détient le pouvoir économique.

Nos listes n'ont recueilli que de faibles résultats, moins de 3 %. Cela ne reflète malheureusement pas la large sympathie que rencontrent nos idées ni leur progrès au cœur des luttes. Elles progressent avec tous ceux qui prennent conscience que nous ne pouvons compter que sur notre propre organisation et mobilisation tant sur le plan syndical que politique, pour inverser le cours des choses.

Aujourd'hui nous sommes dans la rue pour que, tous ensemble, nous fassions de cette journée un succès vers une mobilisation plus large et plus radicale.

